

« Ecologie, conflictualité, radicalité et démocratie »

Les luttes de territoires : des laboratoires vivants d'un futur désirable, respectueux de la planète et de tous.te ses habitant.e.s ?

Organisé par Rencontre des Continents, Etopia et Mycelium.cc



Avec :

- **Hervé Kempf, rédacteur en chef du quotidien écologiste Reporterre.net**
- **Un.e chercheur.euse en luttes**
- **Des représentant.e.s de collectifs belges en luttes**
- **Des représentant.e.s des collectifs « Occupons le Terrain » et « Acteurs.ices des temps présents ».**

À l'heure où les fenêtres d'opportunité écologiques rapetissent et les théories catastrophistes deviennent de plus en plus probables, les mouvements écologistes prennent la mesure de la «contraction démocratique» du moment et du caractère décisif et important des choix rapides à faire. En effet, à mesure que les seuils d'irréversibilité sont atteints les uns après les autres, les marges de manœuvre des communautés politiques sont de plus en plus réduites.

Notre environnement quotidien (air, sols, climat, biodiversité) se dégrade irrémédiablement et de plus en plus vite, sous l'effet de multiples perturbations liées à nos modes de vie et aux choix politiques qui les encadrent. La préservation de ce qu'il nous reste de réserves naturelles communes (eau, air, terres agricoles, forêts, espaces verts, zones protégées, ...) est devenu aujourd'hui une question majeure, qui

mérite une prise en compte immédiate par tous les acteurs de la société dans les territoires...et bien au-delà.

Pourtant, bien qu'on doivent souligner des avancées dans certaines politiques publiques, elles se distinguent aussi par leur incohérence, notamment en matière d'aménagement du territoire. L'État endosse des rôles contradictoires ; parfois protecteur quand il s'agit de protéger nos services publics ou nos biens communs, il est souvent prédateur quand il s'agit de conquérir par l'expropriation ou la privatisation des bouts de territoires ou d'espaces publics. Que ce soit pour y construire un zoning commercial, ou dédier quelques mètres carrés à de la publicité poussant à la surconsommation d'objets nuisibles à la planète et à une vie sociale heureuse pour tout le monde.

Les projets privés ou publics rencontrent donc une opposition croissante de collectifs d'habitant.e.s... Dans nos régions en Occident mais aussi ailleurs sur la planète pour l'accès aux ressources naturelles. Dans le meilleur des cas chez nous, cela se traduit par un très grand nombre de réclamations lors d'enquêtes publiques ou de procédures de consultations qui semblent obsolètes au regard des enjeux contemporains.

Les "batailles de territoires" se multiplient partout : tantôt contre des GPPII (grands ou petits projets inadaptés-inutiles-irresponsables-impayables...), tantôt contre des cessions de territoires (forêts, espaces verts, zones humides, terres agricoles...) à des fins privées et de profit, tantôt contre des projets d'aménagements urbains (dans la mobilité, l'immobilier privé, de luxe ou pour du logement social), et parfois même au nom de la lutte contre le réchauffement climatique (Éolien industriel, grands barrages,...). Et dans certains quartiers populaires de nos villes occidentales, les impacts sur la vie des habitant.e.s se fait sentir dû à la gentrification, au tourisme de masse, et à l'importance d'être « attractif » sur le plan international.

Les espaces traditionnels de concertation-négociation-opposition, dans la société civile et avec les politiques publiques, semblent désormais insuffisant pour stopper, ou même freiner la destruction des conditions d'existence d'un nombre de plus en plus important d'être humains et non-humains qui peuplent notre planète.

Alors que faire dès lors, de la démocratie et du politique aujourd'hui ? Où et comment naissent et se construisent des communautés politiques qui concilient résilience et résistance? Quels rapprochements et quels conflits sont nécessaires aujourd'hui entre l'écologie radicale, les mouvements autonomistes ou libertaires, l'État et la réinvention démocratique ? À quelles batailles se raccrocher (de sols ou hors-sol en référence à Bruno Latour), pour (re ?)nouer des relations et des complicités politiques en situations qui articulent la notion de REV (en référence à Patrick Viveret) ; Résister, Expérimenter et construire une Vision. Et si au travers de ces luttes il ne s'agissait pas surtout de réappropriation démocratique ? Et comment l'écologie politique peut nous y aider ?

Postulat du séminaire

Dans ce séminaire, nous partirons du postulat que les luttes de territoires nous permettent de trouver des pistes de réponses à certains de ces questionnements. Défense du cadre de vie ou de la nature, satisfaction des besoins réels, protection collective contre les externalités de l'exploitation capitaliste au profit de quelques-un.e.s, co-habitation avec le vivant non humain, nouvelles démocraties en création, expériences de relocalisation de l'économie... De prime abord, les finalités de ces différents enjeux de territoires semblent parfois diverger, mais en fait pas mal de points de ces luttes de territoires se ressemblent.

Partenaires

Etopia, Rencontre des Continents, Mycelium, Occupons le terrain, Acteurs des temps présents